NOM Prénom

Ligne adresse 1

Ligne adresse 2

**Lettre recommandée avec AR (ou remise en main propre contre décharge)**

**Objet :** Notification d’une sanction disciplinaire : avertissement

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 89-677 du 18 Septembre 1989 modifié relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

*(si l'agent occupe un emploi à temps non complet)*

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux occupant des emplois permanents à temps non complet,

M………………,

Considérant qu’il vous est reproché (*exposé des faits reprochés au fonctionnaire*) et d’avoir ainsi manqué à l’obligation de ………………….. (*à préciser éventuellement*) à laquelle est soumis tout agent public,

Considérant que vous avez été mis en mesure de prendre connaissance de votre dossier et avez été informé du droit dont vous disposiez de vous faire assister du(es) défenseur(s) de votre choix par lettre recommandée en date du......………………....

Pour faire suite à l’entretien préalable qui s’est déroulé le ……… au cours duquel vous avez pu présenter vos observations, j’ai le regret de vous informer, qu’en application des articles L. 530-1 et suivants du code général de la fonction publique, et à l’issue de la procédure disciplinaire, j’ai décidé de vous infliger une sanction disciplinaire, à savoir : **un avertissement.**

J’espère pouvoir compter sur vous pour que de tels faits ne se renouvellent pas à l’avenir.

Je vous rappelle que cette sanction ne fera pas l’objet d’une inscription à votre dossier individuel et qu’elle peut être contestée devant le Tribunal administratif de Toulouse par courrier postal (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 7 ; Téléphone : 05 62 73 57 57 ; Fax : 05 62 73 57 40) ou par le biais de l’application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

 A …………….……. Le …………….

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président,

(nom, prénom et qualité lisible)

**Notifié à l’agent, le :**

**Signature de l’agent**